



**STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE**



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

*Les arguments en faveur de la sécurité humaine pour rééquilibrer les
dépenses militaires*

**Synthèse du rapport 2022 de l'Institut International de Recherche
sur la Paix de Stockholm (SIPRI)**

Par

Dr Ordy BETGA, eps MBOFUNG

Ph.D en Science politique
Chercheure au Think Tank CEIDES

Mai 2022

Ce rapport met en lumière une série d'arguments axés sur la nécessité d'équilibrer les dépenses militaires afin d'accroître les investissements dans le progrès social et la sécurité humaine, un objectif qui, en soi, n'est pas nouveau. Depuis plusieurs décennies, les Nations unies sont le forum d'initiatives internationales ayant pour objectif de limiter les dépenses militaires. Selon sa Charte, l'un des principaux objectifs de l'ONU est de « maintenir la paix et la sécurité internationales », ce qui devrait être fait « en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde », c'est-à-dire en trouvant un modèle de gouvernance grâce auquel les gouvernements pourraient assurer la sécurité de l'État sans compromettre le développement socio-économique et le bien-être de sa population. La croissance rapide des dépenses militaires mondiales résultant de la course aux armements au cours des premières décennies de la guerre froide a suscité l'inquiétude des États membres, d'abord quant à l'impact sur la paix et la sécurité, ensuite quant aux conséquences économiques et sociales.

Les initiatives internationales visant à réduire les dépenses militaires

La 10^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, en 1978, a été la première d'une série consacrée au désarmement. Lors de cette session, l'AGONU a déclaré que « les ressources libérées par l'application des mesures de désarmement devraient être consacrées au développement économique et social ». Ce long processus a finalement préparé le terrain pour l'adoption, en 1980, d'une résolution sur la réduction des budgets militaires qui réaffirmait « l'urgente nécessité de renforcer les efforts de tous les États et l'action internationale dans le domaine de la réduction des budgets militaires » et recommandait que tous les États membres fassent un rapport annuel sur leurs dépenses militaires au Secrétaire Général des Nations Unies, en utilisant l'instrument homologué. L'un des derniers acquis de ces efforts est le rapport annuel établi depuis 1981 par les États membres sur leurs dépenses militaires.

Les initiatives internationales visant à réduire les dépenses militaires n'ont pas donné lieu à des progrès significatifs en raison de la crainte, justifiée ou non, des gouvernements que la réduction des dépenses militaires ne réduise leur sécurité. Cette crainte était également alimentée par les niveaux élevés de méfiance entre les États rivaux et la peur d'être considéré comme faible pendant la guerre froide. Après la fin de la guerre froide, les dépenses militaires mondiales ont considérablement diminué, mais les économies sur les dépenses publiques

réalisées grâce à ces réductions ont rarement été affectées aux besoins de développement nationaux ou internationaux. En 2020, les dépenses militaires mondiales ont atteint le record historique de près de 2 000 milliards de dollars américains, dépassant de loin les sommets de la guerre froide. La pandémie du Covid-19 a aggravé l'insécurité humaine pour des millions de personnes, avec un impact négatif sur les budgets des gouvernements. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a débuté en février 2022, a renforcé les arguments en faveur d'un accroissement des dépenses militaires. Les dépenses militaires mondiales atteignent actuellement un niveau record, mais la réalité des insécurités mondiales rend plus urgents les appels à la réduction des dépenses militaires et à la réaffectation des fonds à la promotion de la sécurité humaine.

L'augmentation constante des dépenses militaires au cours des deux dernières décennies a relancé les appels à la limitation des dépenses militaires. Dans son récent rapport intitulé *Our Common Agenda*, le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio GUTERRES, a appelé à un nouvel Agenda pour la paix « pour actualiser notre vision du désarmement afin de garantir la sécurité humaine, nationale et collective », « réduire les budgets militaires excessifs et assurer des dépenses sociales adéquates », et « lier le désarmement aux possibilités de développement ». Nous devons adopter une approche de la sécurité davantage axée sur l'humain.

Les raisons que les gouvernements avancent pour justifier le niveau de leurs dépenses militaires sont souvent fondées sur la crainte de menaces militaires pour leurs États et leurs populations. Cependant, un nombre important et croissant de menaces auxquelles sont confrontés les populations et les États du monde entier ne sont pas de nature militaire. L'extrême pauvreté, la faim persistante, les catastrophes naturelles, la violence politique et criminelle, les conséquences des conflits armés, le changement climatique et d'autres changements environnementaux ne peuvent être traités par des moyens militaires. Les États du monde entier ont depuis reconnu le concept de sécurité humaine et ont ainsi accepté en principe de ne plus considérer la sécurité comme uniquement limitée à la sécurité des États.

Alors que les dépenses militaires en 2020 correspondaient à environ 2,4 % du produit intérieur brut (PIB) mondial ou à 254 dollars par habitant de la population mondiale, il y avait simultanément un écart important dans les financements disponibles pour faire face aux menaces et aux risques pour la vie, les moyens de subsistance et la dignité de centaines de

millions de personnes. À l'heure où les dépenses militaires mondiales atteignent des niveaux record, les menaces et les risques pour les vies humaines sont de plus en plus importants. Dans l'ensemble, ces menaces sont concentrées dans les pays et régions à faible revenu, et sont principalement : **la pauvreté, la faim et les catastrophes naturelles, les conflits armés et la violence politique, et les changements environnementaux**. Toutes ces insécurités mondiales sont abordées par les ODD avec l'objectif de les éliminer d'ici 2030, mais des doutes persistants subsistent quant à la capacité des dirigeants mondiaux à atteindre ces objectifs, compte tenu des tendances actuelles.

La norme de la sécurité humaine

Le concept de sécurité humaine a été présenté pour la première fois dans le Rapport sur le développement humain du PNUD de 1994, qui affirmait qu'une paix durable exigeait d'être à l'abri de la peur et du besoin : « pour la plupart des gens aujourd'hui, le sentiment d'insécurité provient davantage des préoccupations de la vie quotidienne que de la crainte d'un événement mondial cataclysmique ». Une autre racine est le concept de « paix positive » : l'idée que la paix est bien plus que l'absence de guerre, comme le soutenait dans les années 1960 le chercheur norvégien Johan GALTUNG. Le concept général de sécurité humaine du PNUD a été développé dans le rapport de 2003 de la Commission sur la sécurité humaine. S'appuyant sur le rapport de 1994, la commission a affirmé que la sécurité humaine consistait à protéger « le noyau vital de toutes les vies humaines de manière à renforcer les libertés et l'épanouissement humains, en mettant l'accent sur la prévention, la protection et l'autonomisation des individus et des communautés ».

Les États ont la responsabilité première de protéger les personnes contre les risques et menaces vitaux. Ce principe a été politiquement accepté au niveau international par tous les États membres des Nations Unies. Les 17 ODD à atteindre d'ici 2030 traitent d'un large éventail de risques et de menaces pour la sécurité humaine, dans le cadre de cinq grands domaines d'importance cruciale pour l'humanité et la planète : mettre fin à la pauvreté et à la faim ; protéger la planète contre la dégradation ; assurer une vie prospère et épanouissante à tous les êtres humains ; favoriser l'émergence de sociétés pacifiques, justes et inclusives ; et mobiliser un partenariat mondial pour le développement durable.

Sécurité humaine et dépenses militaires

Les arguments en faveur de la sécurité humaine pour rééquilibrer les dépenses militaires

La sécurité humaine concerne les menaces vitales pour les individus et les communautés. Ces menaces peuvent être causées par des facteurs tant militaires que non militaires. Cela peut conduire à l'hypothèse que la sécurité militaire - la sécurité qui peut être obtenue par des moyens militaires - et la sécurité humaine sont deux questions différentes. Cependant, une telle vision ignore le fait que la sécurité militaire, en plus de sécuriser les États et leur organisation et fonctionnement internes (c'est-à-dire l'ordre étatique), vise également à sécuriser les individus et les communautés qui sont menacés par une force militaire extérieure ou des attaques terroristes. De cette façon, la sécurité humaine et la sécurité militaire se chevauchent. Il peut être plus difficile d'obtenir des moyens de subsistance sûrs lorsque la sécurité militaire est faible, par exemple pendant les conflits armés.

La sécurité militaire et la sécurité humaine peuvent être considérées comme faisant partie d'un « espace unique de sécurité », comprenant l'ensemble des efforts visant à protéger tout ce qui est précieux contre les menaces vitales. La sécurité humaine élargit donc le champ d'action de la sécurité des frontières à la vie des personnes et des communautés à l'intérieur et au-delà de ces frontières. Cependant et dans le même temps, la sécurité militaire et la sécurité humaine sont en concurrence pour les ressources, en particulier les fonds publics. L'observation selon laquelle il n'existe qu'un seul espace de sécurité implique une vision des dépenses de sécurité qui couvre à la fois les éléments militaires et non militaires. Les réductions des dépenses militaires sont alors une source évidente de fonds supplémentaires pour faire face aux risques et menaces non militaires.

Les bailleurs de fonds internationaux aident déjà les États qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour améliorer la sécurité humaine, ce de plusieurs manières. L'une d'entre elles est l'aide au développement, qui, bien qu'elle ne soit pas toujours efficace et bien ciblée, vise à réduire la vulnérabilité des individus et des communautés aux risques et menaces vitaux. L'aide humanitaire internationale est un autre mécanisme de soutien financier important.

Toutefois, malgré des efforts considérables, la communauté internationale des donateurs ne respecte pas toujours ses engagements. Seuls quelques pays ont consacré plus de 0,7 % de leur revenu national à l'aide publique au développement (APD), un objectif convenu par la communauté internationale des donateurs il y a plus de 50 ans. Des lacunes marquent également les engagements internationaux dans d'autres domaines ayant un rapport direct avec la sécurité humaine. C'est le cas du financement des ODD de l'Agenda 2030 convenu au

niveau international, qui est plus exigeant que les efforts visant à améliorer considérablement la sécurité humaine.

Une autre étude a estimé qu'il manquait 222 milliards de dollars par an pour financer l'élimination de la pauvreté d'ici à 2030 dans 46 pays qui ne sont pas en mesure de le faire eux-mêmes, en plus des 86 milliards de dollars par an que ces pays seraient en mesure de financer eux-mêmes s'ils augmentaient les revenus au maximum et redistribuaient les dépenses publiques vers les domaines prioritaires pour l'élimination de la pauvreté. Il existe un besoin croissant en ressources pour réduire les menaces et les risques pour la sécurité humaine, en particulier dans les pays où les niveaux de sécurité humaine sont les plus bas. La mobilisation de sources internationales de financement supplémentaires est nécessaire, comme le reconnaît également l'ODD 17.

Recommandations

Ce rapport propose trois domaines d'action prioritaires dans lesquels des ressources financières dédiées à l'armée peuvent être réaffectées sans nuire à la sécurité de l'État, afin d'améliorer la sécurité humaine, et ils ne sont pas nouveaux, à savoir :

➤ **Les négociations et accords sur la maîtrise des armements et le désarmement**

Les dépenses militaires confirment l'importance du dilemme de la sécurité : ce qu'une partie considère comme une amélioration de la sécurité est perçue comme une menace par une autre, ce qui conduit à la course aux armements dans les cas extrêmes. Faire du détournement des ressources humaines et économiques mondiales pour la sécurité militaire une préoccupation centrale ne diminue en rien l'importance des efforts actuels de maîtrise des armements et de désarmement qui ont d'autres objectifs. Les relations internationales actuelles sont marquées par une méfiance croissante entre les États, une érosion des accords internationaux et une augmentation des efforts militaires. La militarisation croissante entraîne à son tour une nouvelle détérioration des relations entre les États. La maîtrise des armements et le désarmement sont d'une importance capitale pour arrêter et inverser ces tendances.

➤ **La réforme du secteur sécuritaire pour la prévention des conflits**

Une approche plus efficace et moins coûteuse pour mettre fin aux insécurités engendrées par les conflits, est la prévention. La réforme du secteur sécuritaire, en tant que processus visant à garantir une sécurité efficace et responsable pour l'État et sa population, a été un instrument

politique majeur pour traiter les causes profondes des conflits armés et de la violence politique liées aux abus des forces de défense et de sécurité. Les réformes - telles que la professionnalisation des forces armées par la formation et la mise en place d'une gouvernance efficace des institutions de sécurité par un contrôle et une surveillance démocratique – sont essentielles.

➤ **La responsabilité financière dans les dépenses militaires et les achats d'armes.**

La responsabilité financière implique que le gouvernement opère de manière efficace et efficiente dans la collecte des recettes et dans la dépense de l'argent des contribuables. Elle implique l'honnêteté et la discipline dans la planification financière ainsi que la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des ressources. Comme souligné plus haut, les dépenses militaires des pays rivaux, voire en guerre, s'annulent mutuellement. Au lieu de réduire les risques et les menaces, leurs dépenses peuvent même les accroître si les rivaux se lancent dans une dangereuse course aux armements. Le nouvel Agenda pour la paix, suggéré par le Secrétaire Général des Nations Unies dans son rapport de 2021 intitulé *Our Common Agenda*, serait une bonne plateforme pour entamer des discussions sur l'établissement d'un lien entre les mesures de limitation des armements et de prévention des conflits et les dépenses militaires.

Ces domaines d'action prioritaires pour commencer à rééquilibrer les dépenses de sécurité ne sont toutefois pas exclusifs, mais visent plutôt à stimuler le débat.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides